



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

C

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France

Marché public de maîtrise d'œuvre passé au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert définie aux articles [L. 2124-2](#), [R. 2124-2](#) et [R. 2161-2 à R. 2161-5](#) du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Acheteur

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT IF), représentée par Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le Préfet de la région Île-de-France [n° IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023](#)

Objet de la consultation

Mission de maîtrise d'œuvre relative à la modernisation du tunnel de La Courneuve

Le présent CCPa comporte 60 pages et 2 annexes.

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER. Objet – Intervenants – Dispositions générales	8
1-1. Objet du marché	8
1-2. Périmètre des travaux	8
1-3. Titulaire du marché.....	9
1-4. Sous-traitance	9
1-5. Contenu de la mission	9
1-5.1. Missions principales	9
1-5.2. Missions complémentaires	10
1-6. Allotissement.....	10
1-7. Décomposition en tranches.....	10
1-8. Intervenants	11
1-8.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché.....	11
1-8.2. Assistance au Maître d'Ouvrage.....	11
1-8.3. Titulaire du marché.....	12
1-8.4. Contrôle Technique	12
1-8.5. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (SPS)	13
1-8.6. Mission OPC	13
1-8.7. Autres intervenants.....	14
1-8.8. Organisations des projets	14
1-9. Caractéristiques des marchés de travaux.....	15
1-10. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel	15
1-10.1. Obligation de confidentialité.....	15
1-10.2. Sites sensibles.....	15
1-10.3. Règlement général sur la protection des données (RGPD)	15
1-10.4. Cybersécurité	16
1-11. Dispositions générales	16
1-11.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail	16
1-11.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de	

travailleurs détachés.....	17
1-11.3. Responsabilités et assurances.....	18
1-11.4. Réalisation de prestations similaires.....	19
1-11.5. Clauses sociales et environnementale.....	19
1-11.6. Forme des notifications	20
1-12. Ordres de service	21
ARTICLE 2. Pièces constitutives du marché	22
ARTICLE 3. Propriété intellectuelle	23
ARTICLE 4. Rémunération – Règlement des comptes – Variations dans les prix	24
4-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	24
4-2. Contenu des prix – Règlement des comptes.....	24
4-2.1. Contenu des prix.....	24
4-2.2. Modification du montant	25
4-2.3. Les prestations faisant l’objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.....	26
4-2.4. Modalités du règlement des comptes du marché.....	26
4-2.5. Rémunération des éléments de missions et rythme des règlements.....	26
4-2.6. Règlement des comptes	29
4-3. Variation dans les prix.....	32
4-3.1. Généralités	32
4-3.2. Mois d’établissement des prix du marché	32
4-3.3. Choix de l’index de référence	32
4-3.4. Modalités de révision des prix	32
4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée	32
ARTICLE 5. Délais et pénalités – Primes – Retenues	34
5-1. Délais d’exécution	34
5-2. Définitions et points de départ.....	34
5-2.1. Élément de mission MC0.....	34
5-2.2. Éléments de mission ACT	34
5-2.3. Élément de mission EXE.....	34
5-2.4. Élément de mission VISA.....	34
5-2.5. Éléments de mission DET.....	35
5-2.6. Éléments de mission OPC.....	35

5-2.7.	Éléments de mission AOR.....	36
5-2.8.	Autres missions complémentaires	37
5-3.	Pénalités	38
5-3.1.	Délais et pénalités de retard appliqués aux éléments de mission	38
5-3.2.	Pénalités liées au non-respect des clauses sociales	41
5-3.3.	Pénalités liées au non-respect de la clause environnementale	41
5-3.4.	Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.....	41
5-3.5.	Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD.....	41
5-3.6.	Pénalité pour absentéisme de nuit	41
5-3.7.	Pénalité pour défaut d'OS ou de document EXE	41
5-3.8.	Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs	41
5-3.9.	Pénalités relatives au traitement des projets de décompte	42
5-3.10.	Autres pénalités	42
ARTICLE 6.	Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre	44
6-1.	Coût prévisionnel des travaux	44
6-2.	Enveloppe financière prévisionnelle CO.....	44
6-3.	Travaux modificatifs ou supplémentaires.....	44
6-3.1.	Définition.....	44
6-3.2.	Modalités d'acceptation	45
6-4.	Suivi de l'exécution des travaux	45
6-5.	Ordres de service	45
6-6.	Moyens donnés au coordonnateur SPS – Obligations du MOE	45
6-6.1.	Autorité du coordonnateur SPS.....	45
6-6.2.	Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	46
ARTICLE 7.	Clauses de financement et de sureté	48
7-1.	Retenue de garantie	48
7-2.	Avances	48
ARTICLE 8.	Propriété intellectuelle	49
8-1.	Définitions	49
8-2.	Régime des connaissances antérieures	49
8-2.1.	Études de diagnostic (DIA)	49
8-2.2.	Études d'avant-projet (AVP)	49

8-2.3. Études de projet (PRO).....	50
8-2.4. Assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT).....	51
8-2.5. Missions complémentaires	51
8-3. Régime des droits de propriété intellectuelle.....	51
ARTICLE 9. Constatations de l'exécution des prestations.....	53
9-1.....	53
9-2. Opération de vérification.....	53
9-2.1. Remise des documents	53
9-2.2. Vérifications et décisions du Maître d'Ouvrage	53
9-3. Admission des documents présentés par le MOE	53
9-3.1. Admission en l'état ou avec observations.....	53
9-3.2. Ajournement	54
9-3.3. Réfaction	54
9-3.4. Rejet	54
ARTICLE 10. Fin des prestations – Résiliation	55
10-1. Achèvement de la mission	55
10-2. Résiliation.....	55
10-2.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	55
10-2.2. Résiliation pour faute du MOE ou cas particulier	55
10-2.3. Autres cas de résiliation	56
ARTICLE 11. Clause sociale d'insertion	57
ARTICLE 12. Clauses diverses	58
12-1. Conduite des opérations.....	58
12-1.1. Groupement d'opérateurs économiques	58
12-1.2. Personnes compétentes.....	58
12-1.3. Documentation.....	58
12-1.4. Plateforme collaborative	59
12-2. Obligation de discrétion	59
12-3. Liens avec les entrepreneurs.....	59
ARTICLE 13. Dérogations aux documents généraux.....	60
13-1. Dérogation du CCPa.....	60
13-1.1. Dérogations au CCAG – MOE.....	60

13-1.2.	Dérogations aux normes françaises homologuées	60
13-1.3.	Dérogations aux autres normes.....	60
13-2.	Dérogation de l'annexe 1 du CCPa.....	60
13-2.1.	Dérogations au CCAG – MOE.....	60
13-2.2.	Dérogations aux normes françaises homologuées	60
13-2.3.	Dérogations aux autres normes.....	60

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

ARTICLE PREMIER. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Conformément aux dispositions des articles [L. 2172-1](#), [L. 2432-1](#) et [L. 2432-2](#), et [R. 2172-1 à R. 2172-6](#), et [R. 2432-1 à R. 2432-6](#) du code de la commande publique (CCP), le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre partielle en vue des travaux de modernisation du tunnel de La Courneuve.

L'exécution de missions de maîtrise d'œuvre partielles s'inscrivent dans le cadre de l'opération de mise en sécurité des tunnels routiers du réseau routier national non concédé (RRNNC), conformément aux dispositions de l'[annexe 2 à la circulaire n° 2000-63 du 25 août 2000](#) relative à la sécurité dans les ouvrages routiers du RRNNC et à la [circulaire n° 2006-20 du 29 mars 2006](#) relative à la sécurité des tunnels routiers d'une longueur supérieure à 300 mètres.

L'ouvrage concerné par la présente consultation se situe sur le territoire de la commune de La Courneuve dans le département de Seine-Saint-Denis (93).

1-2. Périmètre des travaux

Les travaux porteront sur (avec en gras les éléments ajoutés après les études de projet) :

- les issues de secours :
 - traitement des 4 plateformes existantes pour les rendre accessibles aux personnes à mobilité réduite (PMR),
 - création d'une issue de secours et les équipements associés dans le tube intérieur (entre l'issue 201 et 202),
 - mise en œuvre d'un verrouillage à distance sur les deux portes hautes du sens extérieur (portes situées côté voirie locale) ;
- la création de niches incendie et de niches de sécurité en tête d'ouvrage (4 niches) ;
- le remplacement des PAU existants par des PAU IP dans les niches de sécurité existantes ;
- la protection au feu de l'ouvrage :
 - la protection au feu des structures principales du tunnel de La Courneuve : poteaux, couverture légère, cloisons etc.,
 - la protection au feu de deux ouvrages (ouvrage Pasteur et Genève) supportant le tunnel de La Courneuve,
 - la protection au feu du local technique Genève en cas d'incendie se produisant à son niveau, dans le tunnel ou dans la section couverte de la rue de Genève,
 - la protection au feu des cheminements des réseaux de câbles d'alimentation et de transmission, notamment au niveau des chambres de tirage
- la mise en conformité de l'architecture HT/BT :
 - la création d'un nouveau poste d'arrivée HT et la suppression du groupe électrogène existant,
 - la rénovation de l'alimentation électrique BT existante et le remplacement des équipements obsolètes (les TGBT, onduleurs),
 - la création de sous locaux pour la séparation des TGBT normaux, TGBT sécurité et l'onduleur ;
- les équipements d'exploitation de tunnel :
 - l'adaptation du système de GTC existant pour l'exploitation des équipements existants et

nouveaux mis en œuvre,

- l'ajout de dispositifs de fermeture physique : la mise en place des dispositifs coordonnés de fermeture du tunnel et de la signalisation associée,
- **la création de deux portiques de pré-signalisation en amont du tunnel,**
- la rénovation de l'installation d'éclairage du tunnel **et du local technique Genève.**

D'autres travaux seront prévus, si les études préalables le permettent :

- la création d'une borne pour véhicules électriques à proximité du local technique.
- comblement des vides derrière les GBA ;
- remplacement de caméras ;
- minéralisation des cheminements des accès des issues de secours.

1-3. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent cahier des clauses particulières (CCPa) sous le nom de « Maître d'Œuvre » ou « MOE », sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la/des personne(s) physique(s) nommément désignée(s) dans l'acte d'engagement, les stipulations de l'[article 3.4.3](#) du cahier des clauses administratives générales – Marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG – MOE) sont applicables.

1-4. Sous-traitance

Le MOE ne peut sous-traiter que certaines prestations de son marché en particulier compte tenu des dispositions de la [loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture](#).

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Le MOE doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'[article R. 2193-1](#) du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'[article 1-11.3](#) ci-après.

1-5. Contenu de la mission

L'ouvrage à réaliser, conformément au programme, appartient à la catégorie des ouvrages d'infrastructures, et consiste en une opération de réhabilitation d'ouvrage d'infrastructure telle que définie dans l'[annexe III de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droits privé](#).

À ce titre la mission confiée au titulaire de la présente consultation, est une mission de maîtrise d'œuvre partielle, constituée d'éléments de missions considérés comme **phases techniques**, auxquels s'ajoutent des éléments de missions complémentaires à prix forfaitaires.

Les détails des missions sont fournis en annexe 1 du présent CCPa.

1-5.1. Missions principales

La mission du Maître d'Œuvre est composée des éléments suivants :

- **phase ACT partielle :**
 - établissement de la version finale du DCE,

- analyse des candidatures,
- analyses des offres,
- mise au point du/des marché(s) ;
- **phase réalisation :**
 - EXE : calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, la totalité des études de synthèse et le devis quantitatif détaillé,
 - VISA : examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs,
 - DET : direction de l'exécution des contrats de travaux,
 - OPC : ordonnancement, pilotage et coordination du chantier,
 - AOR : assistance au Maître d'Ouvrage lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement (GPA) prévue à l'[article 44.1](#) du cahier des clauses administratives générales – Marchés publics de travaux (CCAG – Travaux).

Il est précisé que la mission OPC (ordonnancement, pilotage et coordination) est à réaliser pour le tunnel ainsi que l'ensemble de leurs équipements et locaux techniques.

1-5.2. Missions complémentaires

En complément des missions de base, des missions complémentaires sont passées :

- MC0 – Reprise et analyse critique des études antérieures ;
- MC1 – Suivi du dossier d'exploitation sous chantier ;
- MC2 – Élaboration d'un dossier de sécurité définitif pour le tunnel de La Courneuve (au sens de l'[article R. 118-3-II](#) du code de la voirie routière) ;
- MC3 – Réalisation d'essais incendie du tunnel ;
- MC4 – Étude de faisabilité de borne(s) de recharge pour véhicules électriques ;
- MC4 bis – Réalisation de borne(s) de recharge pour véhicules électriques (à réaliser après validation de la mission par la maîtrise d'ouvrage) ;
- MC5 – Étude de faisabilité du comblement des vides derrière les GBA ;
- MC5 bis – Réalisation du comblement des vides derrière les GBA (à réaliser après validation de la mission par la maîtrise d'ouvrage) ;
- MC6 – Étude de faisabilité de la minéralisation des cheminements des accès de secours ;
- MC6 bis – Réalisation de la minéralisation des cheminements des accès de secours (à réaliser après validation de la mission par la maîtrise d'ouvrage) ;
- MC7 – Étude de faisabilité du repositionnement de caméras ;
- MC7 bis – Réalisation du repositionnement de caméras (à réaliser après validation de la mission par la maîtrise d'ouvrage).

La mission intègre les obligations relatives à la gestion des déchets de chantier au sens des articles [D. 541-1 à R. 541-50](#) et [R. 542-1 à R. 542-14](#) du code de l'environnement et de ses textes d'application.

1-6. Allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1-7. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1-8. Intervenants

1-8.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

La fonction de représentant de l'acheteur, ci-après désigné Maître d'Ouvrage ou MOA, est assurée par :

Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF)

Service du trafic et des tunnels (STT)

Département d'ingénierie et de modernisation des équipements et tunnels (DIMET)

Pour les besoins de l'exécution du marché, le Chef du DIMET, ou son représentant, est habilité à représenter le MOA auprès du titulaire pour assumer les fonctions suivantes :

- a) réception des communications du titulaire avec le Maître d'Ouvrage, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du Maître d'Ouvrage faisant courir un délai ([article 3.1](#) du CCAG – MOE) ;
- b) réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel ([article 15](#) du CCAG – MOE) ;
- c) signature et notification, en tant que représentant du Maître d'Ouvrage pour l'exécution du marché, des décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles ([article 21](#) du CCAG – MOE) ;
- d) signature et notification des ordres de service ([article 3.8](#) du CCAG – MOE) ;
- e) réception de la demande de paiement ([article 11.5](#) du CCAG – MOE) ;
- f) proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture ([article 11.5](#) du CCAG – MOE) ;
- g) suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- h) information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- i) vérifications qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne ([article 20](#) du CCAG – MOE).

Le Chef du DIMET désignera, au début de l'opération, un ou plusieurs responsables d'opérations (RDO) qui seront les interlocuteurs privilégiés du Maître d'Œuvre. Toute modification de la composition de l'équipe représentant la maîtrise d'ouvrage sera notifiée au titulaire du présent marché.

1-8.2. Assistance au Maître d'Ouvrage

Durant l'ensemble des délais d'exécution des différents marchés (maîtrise d'œuvre et travaux) le département DIMET bénéficie d'une assistance à maîtrise d'ouvrage à caractère général assurée par les structures suivantes :

- département d'exploitation du trafic et des tunnels (DETT) de la DiRIF et plus particulièrement le poste de contrôle du trafic et des tunnels Nord (PCTT N) ;
- du département ouvrages d'art (DOA) de la DiRIF ;

- le centre d'études des tunnels (CETU).

Ces deux départements et le CETU seront également des interlocuteurs du Maitre d'Œuvre.

1-8.3. **Titulaire du marché**

1-8.3.1. **Domiciliation**

Pour l'exécution des prestations, le titulaire devra établir un domicile en Île-de-France.

Toutes les communications seront valablement faites à cette adresse. S'il est amené à changer de domicile pendant la durée du marché, le titulaire devra en prévenir le Maitre d'Ouvrage, avec un préavis d'au moins un mois. Pendant ce mois, les communications pourront être faites valablement aux deux domiciles.

1-8.3.2. **Compétence et réactivité du Maitre d'Œuvre**

Il est exigé que le personnel de l'équipe de maîtrise d'œuvre soit d'une qualification appartenant aux métiers de base correspondant à la prestation réalisée. Il est réputé compétent dans tous les domaines techniques concernés par l'étude et la réalisation des systèmes objets du présent marché.

Il est de même recherché de bonnes capacités d'adaptation vis-à-vis de l'environnement technique des prestations, et des outils microinformatiques mis en œuvre. Tous les personnels de l'équipe de maîtrise d'œuvre affectés à des tâches comportant des visites sur le terrain, devront posséder le permis de conduire B.

Le personnel de l'équipe de maîtrise d'œuvre devra maîtriser l'usage des logiciels bureautiques ; ils devront adopter les versions de logiciels, modèles, présentations, et méthodes de travail utilisées par le Maitre d'Ouvrage.

L'affectation du personnel à l'exécution d'un élément de mission est de la responsabilité du titulaire.

Enfin, les travaux se déroulant sur un édifice en exploitation, le titulaire du marché doit faire preuve d'une grande disponibilité et de réactivité à l'égard du Maitre d'Ouvrage, et être force de proposition en cas de besoin.

1-8.3.3. **Modification de l'équipe de maîtrise d'œuvre**

Si le titulaire du marché de maîtrise d'œuvre souhaite, ou doit changer un ou plusieurs membres de l'équipe figurant dans l'acte d'engagement, il devra effectuer une demande d'agrément auprès du MOA. À cet effet le dossier de demande d'agrément devra présenter les mêmes éléments de *curriculum vitae* et expériences que ceux demandés lors de la consultation initiale.

Après acceptation de la demande, la modification de la composition de l'équipe sera formalisée sous la forme d'une simple notification de la part du Maitre d'Ouvrage.

1-8.4. **Contrôle Technique**

Le titulaire du marché de contrôle technique sera désigné par le Maitre d'Ouvrage.

Les missions définies par la [norme NF P03-100 de septembre 1995](#) et le [décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique](#), qui seront confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

- **missions F** relative au fonctionnement des installations électriques ;
- **mission L** relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- **mission LE** relative à la solidité des existants ;
- **mission S** relative à la sécurité des personnes dans les constructions ;
- **mission P1** à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- **mission Hand** relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ;

- **mission AV** relative à la stabilité des avoisinants ;
- **mission BRD** relative au transport des brancards dans les constructions.

Le MOE doit intégrer dans ses études, sans rémunération supplémentaire, l'ensemble des observations du contrôleur technique que le Maître d'Ouvrage lui notifiera, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études qu'à celui de la réalisation de l'ouvrage.

Les phases d'opérations préalables à la réception (OPR) devront prendre en compte les observations du contrôleur technique notifiées par le Maître d'Ouvrage.

Si ces remarques interviennent après la mise au point des marchés de travaux et font suite, soit à l'application d'une réglementation nouvelle, soit à la modification d'une réglementation existante, les études supplémentaires peuvent donner lieu à une rémunération complémentaire pour le titulaire. Cette rémunération est négociée avec le maître de l'ouvrage et un avenant est établi, le cas échéant.

La présence d'un contrôleur technique, ne décharge nullement le titulaire de sa responsabilité dans la vérification des hypothèses et notes de calcul à viser lors des études d'exécution.

1–8.5. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (SPS)

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie 1 au sens du code du travail ([loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la directive du Conseil des communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992](#)).

Le MOE met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux points 1°, 2°, 3°, 5°, 6° et 8° de l'[article L. 4121-2](#) du code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

Le titulaire de la mission de coordination en matière de SPS sera désigné par le Maître d'Ouvrage.

La présence d'un coordonnateur, ne décharge pas le titulaire des responsabilités prévues notamment aux articles [28.3.](#) et [31.4.](#) du CCAG – Travaux. Lors de ses visites de chantier, le Maître d'Œuvre doit également faire respecter les dispositions contractuelles en matière de santé et de sécurité.

1–8.6. Mission OPC

La mission OPC de l'opération est assurée par le titulaire du présent marché, telle que précisée dans l'annexe 1 au CCPa.

Le Maître d'Œuvre assure l'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier qui ont pour objet :

- pour l'ordonnancement et la planification, entre autres :
 - analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux,
 - déterminer leurs enchainements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques,
 - proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités ;
- pour la coordination, entre autres : harmoniser dans le temps et dans l'espace, les actions des

différents intervenants au stade des travaux ;

- pour le pilotage, entre autres : mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

1-8.7. *Autres intervenants*

Hormis les intervenants listés dans les articles précédents, le titulaire du marché de maîtrise d'œuvre sera amené à rencontrer les intervenants suivants :

- le Directeur des routes d'Île-de-France et ses services ;
- le Chef du service du trafic et des tunnels ;
- les collectivités locales, le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, le Conseil régional d'Île-de-France et leurs représentants ;
- la caisse régionale de l'Assurance Maladie – Île-de-France (Cramif) ;
- les services de sécurité : la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP), la Gendarmerie, la direction départementale de la sécurité publique (DDSP) de Seine-Saint-Denis, les compagnies républicaines de sécurité (CRS), le SAMU...
- les représentants de l'arrondissement de gestion et d'exploitation des routes Nord (AGER-N) de la DiRIF, chargés de l'exploitation du trafic et de la sécurité des voies rapides du nord d'Île-de-France, notamment celles de l'A86 Nord ;
- les différents services techniques de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT-IF) chargés du suivi du trafic routier sur le secteur concerné par l'opération ;
- les différents services techniques de la DRIEAT-IF chargés de l'instruction des dossiers ;
- les services techniques et de maîtrise d'ouvrage d'Enedis ;
- les concessionnaires des différents réseaux présents sur le site ;
- l'expert sécurité, indépendant, en charge de l'expertise du dossier de sécurité définitif ;
- les services techniques des différentes communes concernées par l'opération, que celles-ci soient impactées directement par les travaux ou lors des ou indirectement par les mesures d'exploitation de la route.

1-8.8. *Organisations des projets*

En Île-de-France, le réseau routier national non concédé comporte 25 tunnels ou tranchées couvertes de plus de 300 mètres de long dont 22 sont intégrés au programme de modernisation et font l'objet d'une vaste opération de remise aux normes et de modernisation. Ces ouvrages actuellement en exploitation ont été soumis à l'examen du comité d'évaluation de la sécurité des tunnels routiers (CESTR), puis à partir de juin 2005 à celui de la commission nationale d'évaluation de la sécurité dans les ouvrages routiers (CNESOR).

La direction des routes d'Île-de-France est en charge du programme de réhabilitation des 22 tunnels présents sur son réseau.

L'organisation des opérations a été basée sur deux types de projets :

- les projets dits « transversaux » mettant en œuvre des choix techniques dont les applications sur le terrain seront communes à la quasi-totalité des ouvrages ;
- les projets « spécifiques » par tunnel qui globalisent l'ensemble des modifications à apporter au niveau des équipements et des aménagements de sécurité usuels qui nécessitent une approche par tunnel.

Les projets transversaux mis en œuvre dans le cadre du programme de modernisation des tunnels franciliens sont les suivants :

- la détection automatique d'incident (DAI) ;
- les fermetures physiques automatiques (FP) ;
- la gestion technique centralisée (GTC) ;
- les réseaux de radiocommunication pour services radiodiffusés ;
- la sécurisation des transmissions (RTHD) ;
- l'auto-évacuation des usagers (AEV).

Les projets spécifiques déclinés par tunnel, peuvent comprendre des travaux de génie civil (création d'issues de secours et niches de sécurité, travaux de protection des ouvrages pour une meilleure tenue au feu...), des travaux électriques (usines d'alimentation, éclairage, câblages en tunnel...), des travaux lourds de modification des systèmes de ventilation...

À ce jour, certains systèmes et équipements relatifs aux projets transversaux cités ci-avant ont déjà été installés dans le tunnel de La Courneuve.

Le titulaire de la présente mission de maîtrise d'œuvre relative à la modernisation du tunnel de La Courneuve tiendra compte en phases études et travaux :

- des systèmes et équipements actuellement mis en place lors de l'intégration des nouveaux équipements objet du présent marché ;
- des spécifications issues des projets transversaux dans le cadre de l'installation d'équipements et systèmes complémentaires aux équipements transversaux.

1–9. Caractéristiques des marchés de travaux

L'opération de travaux fera l'objet d'un marché global.

1–10. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1–10.1. Obligation de confidentialité

En application de l'[article 5.1.](#) du CCAG – MOE, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le Maître d'Ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'[article 5–3.3.](#) du présent CCPa.

1–10.2. Sites sensibles

Sans objet.

1–10.3. Règlement général sur la protection des données (RGPD)

En application de l'[article 5.2.](#) du CCAG – MOE, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'Ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le Maître d'Ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'Ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du [règlement de l'Union Européenne 2016/679 du 27 avril 2016](#).

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'[article 5-3.4](#) du présent CCPa.

1-10.4. Cybersécurité

Tous les travaux menés dans le cadre de la modernisation du tunnel de La Courneuve devront respecter les dispositions inscrites au document « Guide d'intégration de la cybersécurité dans les projets de la DiRIF », qui est présent en annexe 2 du présent CCPa.

Aussi, l'offre du Maître d'Œuvre est réputée tenir compte de cela.

1-11. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article [D. 8222-5](#) ou [D. 8222-7](#) du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>.

1-11.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le MOE est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du MOA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail (OIT).

Il devra, sur demande du MOA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'[article 30.1](#) du CCAG – MOE.

En application de l'article [D. 8222-5](#) du code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles [D. 8254-2](#) à [D. 8254-5](#) du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au Maître d'Ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles [L. 5221-2](#), [L. 5221-3](#) et [L. 5221-11](#) du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles [D. 8254-2 à D. 8254-5](#) du code du travail.

1-11.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-11.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le MOE est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles [D. 8222-7](#) et [D. 8222-8](#) du code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles [D. 8254-2 à D. 8254-5](#) du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au Maître d'Ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles [L. 5221-2](#), [L. 5221-3](#) et [L. 5221-11](#) du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles [D. 8254-2 à D. 8254-5](#) du code du travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le MOE entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article [R. 2193-1](#) du CCP MOE, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n° _____ du _____ ayant pour objet _____.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 4-2.4 du présent CCPa.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article [L. 1262-4-1](#) du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au Maître d'Ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-11.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a) Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles [L. 1262-2-1](#) et [L. 1262-2-2](#) du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b) Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au Maître d'Ouvrage les documents suivants :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'[article L. 1263-4-1](#) du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang,
- une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le Maître d'Ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'[article 30.1.](#) du CCAG – MOE.

1-11.3. Responsabilités et assurances

1-11.3.1. Responsabilités

D'une manière générale, le MOE assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur.

À ce titre, le MOE répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les [articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1](#) du code civil.

1-11.3.2. Assurance de responsabilité civile de droit commun

Le MOE et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le Maître d'Ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants dès lors qu'ils sont adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000,00 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels consécutifs ou non : 750 000,00 € par sinistre et par année.

1-11.3.3. Assurances de responsabilité civile décennale

Le Maître d'Œuvre déclare être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Le Maître d'Ouvrage se réserve de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

1-11.3.4. Dispositions communes

Par dérogation à l'[article 9.1.](#) du CCAG – MOE, pour justifier l'ensemble de ces garanties, l'attributaire aura fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution du marché, le titulaire adresse ces attestations au Maître d'Ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au Maître d'Ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs...)

Le MOE qui conçoit un ouvrage nécessitant des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le Maître d'Ouvrage.

1-11.4. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-11.5. Clauses sociales et environnementale

1-11.5.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-11.5.2. Clause environnementale

Dans le cadre du marché, le titulaire s'engage à maintenir des performances environnementales vis-à-vis de sa flotte de véhicule.

Une note environnementale sera attribuée dès la date de notification du marché, puis réévaluée chaque année. Cette note évaluera les performances environnementales de la flotte de véhicules utilisée pour l'exécution du marché, notamment en termes d'émissions polluantes et de consommation énergétique, grâce à la certification gouvernementale qualité de l'air (« vignette Crit'Air »).

Cette note sera une note de 5 points, et sera évaluée selon les règles et le barème suivant :

- le titulaire devra fournir une liste de tous ses véhicules ; cette liste sera fournie avec les certifications qualité de l'air (« vignette Crit'Air ») ; sont concernés les véhicules dont le candidat jouit de la propriété, des véhicules en leasing, et sont exclus les véhicules de courtoisie ainsi que les véhicules de location ;
- une note provisoire sur 5 points sera attribuée pour chaque véhicule selon le barème suivant :

- 5 points si le véhicule a une vignette Crit’Air 0 (véhicule 100 % électrique ou hydrogène) ;
 - 4 points si le véhicule a une vignette Crit’Air 1 ;
 - 3 points si le véhicule a une vignette Crit’Air 2 ;
 - 0 points si le véhicule a une vignette Crit’Air 3 ;
 - 0 point si le véhicule a une vignette Crit’Air 4 ;
 - 0 point si le véhicule a une vignette Crit’Air 5 ;
- la note finale du titulaire sera la moyenne des notes obtenues pour chaque véhicule.

Le titulaire doit maintenir une note égale ou supérieure à celle attribuée initialement lors de l’évaluation de son offre. Si, lors d’une réévaluation annuelle, la note environnementale est inférieure à celle de l’année précédente, une pénalité sera appliquée. Les modalités de calcul et d’application de cette pénalité sont précisées à l’[article 5-3.3](#).

Cette clause vise à encourager une démarche proactive de réduction de l’impact environnemental tout au long de la durée du marché.

1-11.5.3. Clauses informatiques

Les stipulations du [1-10.3](#) du présent CCPa s’appliquent, et constituent une clause. Tous les travaux menés dans le cadre de l’opération devront respecter le guide d’intégration de la cybersécurité dans les projets de la DiRIF (cf. Annexe 2 du CCPa).

1-11.6. *Forme des notifications*

Conformément à l’[article 3.1.1](#) du CCAG – MOE, l’adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l’[article 3.1](#) du CCAG – MOE, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l’exécution du marché à ce que les adresses courriels indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l’exécution des prestations du marché, le Maître d’Ouvrage ou le maître d’œuvre procèderont à la notification de toutes les informations par voie électronique.

En application de l’[article 3.1.2](#) du CCAG – MOE, c’est la date et l’heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l’[article 3.1.2](#) du CCAG – MOE, à défaut de consultation de l’information par le destinataire, dans les huit jours à compter de l’envoi de l’information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l’issue de ce délai.

En application de l’[article 3.2.1](#) du CCAG – MOE, si l’information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai(s), celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l’accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l’heure suivant celle où s’est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

1-12. **Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire

Concernant les ordres de service à destination des entrepreneurs, ils seront émis par le titulaire et les modalités sont abordées dans l'[article 6-5](#).

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'[article 4.1.](#) du CCAG – MOE, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCPa) et ses annexes éventuelles ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG – MOE) approuvé par l'[arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre](#) ;
- les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le Maître d'Ouvrage lors de la consultation ;
- les différents cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;
- le cahier des prescriptions communes (CPC) fascicule 61, titre II « Conception, calculs et épreuves des ouvrages d'art » ;
- l'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre ;
- le programme ;
- le schéma organisationnel du plan d'assurance qualité (SOPAQ) ;

Seul l'exemplaire original de chaque document, conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage, fait foi.

Les spécifications E1, G1, TV1, le schéma directeur d'alimentation, les spécifications documentaires et le PRO validé sont fournies en annexe au bordereau C du DCE et devront être suivies par le titulaire du présent contrat.

ARTICLE 3. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les stipulations de l'[article 24](#) du CCAG – MOE s'appliquent.

ARTICLE 4. REMUNERATION – REGLEMENT DES COMPTES – VARIATIONS

DANS LES PRIX

4-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

4-2. Contenu des prix – Règlement des comptes

4-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG – MOE sont applicables et complétées par la prise en compte des sujétions suivantes :

- l'exécution concomitante des contrôles exécutés directement par le Maitre d'Ouvrage sur les documents et ouvrages produits par le titulaire du marché de travaux, et des directives données à celui-ci ;
- l'exécution concomitante des contrôles exécutés par un autre prestataire sur les documents et ouvrages produits par le titulaire du marché de travaux ;
- l'exploitation des installations, et la continuité de service nécessaire à cette exploitation ;
- la concomitance des travaux issus du présent marché avec d'autres travaux dans les mêmes ouvrages ;
- l'exécution de prestations sous neutralisation de la circulation routière et les contraintes qui en découlent ;
- les modifications et amendements apportés par le Maitre d'Ouvrage sur les documents produits par le titulaire (et en particulier de l'émission d'avis divergent par rapports à ses propositions), et les variations de travail qui peuvent en résulter dans l'exécution de ses prestations ;
- l'évolution des documents généraux et méthodes définis ou appliqués par le Maitre d'Ouvrage et auxquels le titulaire doit se conformer ;
- les solutions techniques que les entrepreneurs travaux choisiront finalement de mettre en œuvre dans le cadre du ou des marchés de travaux ;
- des évolutions de relations contractuelles entre les entrepreneurs et la personne publique.

Les prix sont réputés inclure :

- l'exécution des travaux sur lesquels porte la présente mission de maîtrise d'œuvre de jour et de nuit ;
- la présence d'un représentant choisit par le titulaire du présent marché de maîtrise d'œuvre lors de chaque nuit nécessaire à l'exécution des prestations des marchés de travaux. Cette présence durant chaque nuit de l'opération de modernisation du tunnel de La Courneuve s'entend jusqu'à la fin de la période de GPA ;
- la présentation et l'explication au Maitre d'Ouvrage de tous les documents produits, et la présence lors des opérations de vérifications comme lors de visites sur le terrain ;
- les vérifications, visites et recherches sur site nécessaires à la connaissance de l'environnement des chantiers ;
- les déplacements et vérifications sur site, en usine et essais en laboratoire quelles que soient leurs localisations en Europe ;

- l'intégration des productions du titulaire dans la structure documentaire du Maître d'Ouvrage ;
- l'étude des documents relatifs aux domaines connexes, produits dans le cadre du projet ou établis par la personne publique et signalés par celle-ci, susceptibles d'intéresser l'exécution des prestations ;
- les itérations nécessaires jusqu'à ce que les documents, installations et essais, soient conformes aux marchés, et satisfassent les préoccupations du Maître d'Ouvrage, dans les limites fixées aux CCPa et ses annexes ;
- la participation aux réunions, avec le titulaire de chaque marché de travaux, relatives au projet concerné, et l'établissement des comptes rendus ;
- l'ensemble des déplacements en France que peut nécessiter l'exécution des prestations, la restauration et l'hébergement du personnel de l'équipe de maîtrise d'œuvre lors de ces déplacements ;
- les frais engendrés par le maintien opérationnel des moyens de communication ;
- la recherche de documentation sur les installations existantes, dans le fonds documentaire de la DiRIF et auprès des fournisseurs ou entrepreneurs les connaissant ;
- les interventions en milieu autoroutier et les interventions nocturnes qui s'avèreraient nécessaires à l'exécution des prestations, y compris l'affrètement et l'équipement des véhicules nécessaires à ces interventions ;
- la formation préalable à l'habilitation électrique du personnel de l'équipe de maîtrise d'œuvre ;
- la fourniture de tous les outils, appareils et consommables nécessaires à l'exécution des prestations hors locaux du Maître d'Œuvre, y compris la dotation du personnel de l'équipe de maîtrise d'œuvre en moyens de télécommunication ;
- les frais d'assurance en application de l'[article 1-11.3](#) du présent CCPa ;
- les frais de secrétariat et les frais de structure ;
- les prestations de coordination telles que décrites dans l'annexe au CCPa.

4-2.2. *Modification du montant*

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné dans l'acte d'engagement.

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le Maître d'Ouvrage, le marché fait l'objet d'un avenant en application de l'article [L. 2421-5](#) du CCP et de l'[article 14](#) du CCAG – MOE et selon les modalités suivantes :

- la rémunération est adaptée à partir d'une proposition du MOE faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission ;
- cette proposition est négociée sur la base, notamment :
 - des critères d'étendue et de complexité du programme ou de la mission modifiés,
 - de la décomposition et répartition de la rémunération,
 - de la décomposition horaire des éléments de mission.

La rémunération est revue exclusivement pour les éléments de mission impactés par les modifications.

4-2.3. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise de l'ouvrage au titre de la présente opération.

4-2.4. Modalités du règlement des comptes du marché

Les modalités de règlement du marché dérogent aux articles [11](#) et [12](#) du CCAG – MOE. La périodicité des règlements est définie selon le rythme indiqué dans l'[article 4-2.5.2.](#) du présent CCPa.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du représentant de la maîtrise d'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

4-2.5. Rémunération des éléments de missions et rythme des règlements

4-2.5.1. Rémunérations des éléments de missions

Le montant de chaque acompte relatif aux différents éléments de mission est déterminé à partir des montants figurant à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

4-2.5.2. Rythme des règlements

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution des éléments de mission définis à l'[article 1-5.](#) du présent CCPa, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes, avec, dans la colonne « acompte » la valeur de l'acompte par rapport au montant total de chaque élément de mission :

Éléments de mission ACT partielle :

Acompte	Exigibilité
15 %	Au démarrage de la mission.
30 %	Après validation par le Maître d'Ouvrage de la version finale du DCE.
30 %	Après remise au Maître d'Ouvrage du rapport d'analyse des candidatures et des offres.
25 %	Après la mise au point du marché.

Éléments de mission EXE:

Acompte	Exigibilité
30 %	À la diffusion des plans de synthèse aux entreprises en vue de l'établissement des plans d'exécutions définitifs, déterminés en début de préparation avec les entreprises.
50 %	À la remise du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux (CPE), ainsi que des plans définitifs prévus dans le programme, des études d'exécution et des devis quantitatifs détaillés.

Acompte	Exigibilité
20 %	Après production des plans de synthèse rectifiés en cours d'exécution et mise à jour éventuelle près achèvement des travaux.

Éléments de mission VISA :

Acompte	Exigibilité
50 %	À l'issue de la période de préparation du marché de travaux.
50 %	Après visa du dernier plan prévu dans le programme des études d'exécution.

Éléments de mission DET :

Acompte	Exigibilité
80 %	En fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels, calculés sur la base du montant de la mission indiqué dans l'acte d'engagement divisé par la durée des travaux exprimée en mois figurant dans l'acte d'engagement du marché travaux.
20 %	Après l'accord de tous les entrepreneurs sur leur décompte général et définitif ou après le traitement de toutes les réclamations des entrepreneurs.

Éléments de mission OPC :

Acompte	Exigibilité
20 %	Après notification à l'ensemble des entrepreneurs du calendrier détaillé d'exécution des travaux.
80 %	Au prorata de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels sur production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux et du calendrier détaillé d'exécution mis à jour. Le montant de l'acompte mensuel sera calculé sur la base du montant de la mission indiqué dans l'acte d'engagement divisé par la durée des travaux exprimée en mois figurant dans l'acte d'engagement du marché travaux.

Éléments de mission AOR :

Acompte	Exigibilité
25 %	Après la réception par l'acheteur de la proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le titulaire.
25 %	Après la réception par l'acheteur de la dernière proposition de levée de toutes les réserves adressées par le titulaire.
50 %	Après l'approbation par l'acheteur de l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés (DOE), y compris leur intégration au fonds documentaires.

Acompte	Exigibilité
15 %	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement prévu par l' article 44.1 du CCAG – Travaux applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de la prolongation que le maître de l'ouvrage pourrait décider en application l' article 44.2 dudit CCAG.

Éléments de mission complémentaires :

	Acompte	Exigibilité
MC0	20 %	Au démarrage de la mission.
	50 %	Après remise au Maître d'Ouvrage de l'ensemble des documents exigés par l'élément de mission.
	30 %	Après approbation, par le Maître d'Ouvrage, de l'ensemble des documents exigés dans l'élément de mission.
MC1	25 %	Après validation par l'acheteur de la reprise du dossier d'exploitation sous chantier.
	75 %	Au prorata de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels sur production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux et du calendrier détaillé d'exécution mis à jour.
MC2	25 %	Après remise à l'acheteur de la première version du dossier de sécurité du tunnel de La Courneuve.
	25 %	Après remise et approbation par l'acheteur du dossier de sécurité définitif du tunnel de La Courneuve.
	50 %	Après présentation en commission de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA) et de la CNESOR du dossier de sécurité du tunnel de La Courneuve.
MC3	50 %	Après remise au Maître d'Ouvrage de l'ensemble des documents exigés par l'élément de mission.
	50 %	À l'issue des essais incendie.
MC4	100 %	À la remise du dossier d'études de faisabilité réalisé par le Maître d'œuvre.
MC4 bis	20 %	À la remise du dossier d'études d'exécution réalisé par l'entreprise et validé par le Maître d'œuvre.
	80 %	À la réception de la borne de recharge.
MC5	100 %	À la remise du dossier d'études de faisabilité réalisé par le Maître d'œuvre.
MC5 bis	20 %	À la remise du dossier d'études d'exécution réalisé par l'entreprise et validé par le Maître d'œuvre.
	80 %	À la réception.
MC6	100 %	À la remise du dossier d'études de faisabilité réalisé par le Maître d'œuvre.

	Acompte	Exigibilité
MC6 bis	20 %	À la remise du dossier d'études d'exécution réalisé par l'entreprise et validé par le Maitre d'œuvre.
	80 %	À la réception.
MC7	100 %	À la remise du dossier d'études de faisabilité réalisé par le Maitre d'œuvre.
MC7 bis	20 %	À la remise du dossier d'études d'exécution réalisé par l'entreprise et validé par le Maitre d'œuvre.
	80 %	À la réception.

Toutefois la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois (3) mois ; ce délai est ramené à un (1) mois lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

4-2.6. Règlement des comptes

4-2.6.1. Modalités de transmission et de paiement

Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme « facture » désigne dans le présent marché le « projet de décompte ».

Conformément aux [articles L. 2192-1 à L. 2192-7](#) du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'[article D. 2192-2](#) du CCP ainsi que :

- le numéro de marché ;
- le numéro de SIRET du Maitre d'Ouvrage ;
- le code du service exécutant de la dépense (qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché) ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) (qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché).

Les modalités de remises des décomptes mensuels et finaux par les titulaires des marchés de travaux sont définies par les documents particulier des marchés de travaux. Le Maitre d'Œuvre veille en premier lieu au respect par l'entreprise des dispositions fixées par ces documents quant aux modalités de remise de ces documents.

Décomptes mensuels

L'entreprise, en concertation avec le MOE, remplit en fonction de l'avancement constaté des travaux, le projet de décompte mensuel « GEMME » vierge qui aura été préalablement fournie par le MOA.

Ce projet de décompte mensuel vierge est mis à jour après traitement de chaque projet de décompte.

Le projet de décompte mensuel « GEMME » dûment renseigné et signé est déposé par l'entreprise sur la plateforme Chorus Pro à destination du MOE.

Le MOE vérifie ce projet de décompte mensuel et, après rectification le cas échéant, le valide via la plateforme Chorus Pro.

Les modalités de vérification et de validation du projet de décompte sont définies par le document *Notice « Renseignement d'un projet de décompte 'GEMME' »*. Le document sera fourni après la notification du marché et durant la phase ACT.

Il est rappelé que le délai de paiement court à compter de la réception de la demande de paiement par le MOE telle qu'elle est horodatée par Chorus Pro.

Le délai fixé pour le traitement d'un projet de décompte par le MOE est de 7 jours calendaires.

Lorsque le MOE constate des écarts entre ses constatations et le projet de décompte du fournisseur, il procède à la correction, par une couleur identifiable, des éléments requis. Les mentions initiales sont barrées, et les valeurs corrigées sont indiquées par le Maître d'Œuvre. Il dépose alors sous Chorus Pro, dans le délai précité, le décompte rectifié avec les sommes qu'il a admises pour paiement. Les demandes de paiement mensuelles n'engageant pas les parties, une différence de montant ne constitue pas un motif de refus du projet de décompte mensuel du fournisseur.

Il est toutefois possible de rejeter un projet de décompte mensuel si les données d'adressage des destinataires (MOE et/ou MOA) ne sont pas correctes ou de suspendre son traitement, notamment lorsqu'il manque des pièces justificatives.

Cette étape permet d'envoyer automatiquement le projet de décompte au MOA.

Le MOE envoie au MOA, en parallèle à cette étape de validation, les éléments suivants :

- le projet de décompte finalisé sous format xls ou csv (le format ne doit pas être modifié par le titulaire ou le MOE sous peine de ne pouvoir être intégré dans le système GEMME) ;
- des pièces relatives à la constatation des prestations exécutées et des autres justificatifs des éléments du décompte ;
- du relevé des pénalités appliquées pendant le mois considéré ;
- des justificatifs des corrections apportées par le Maître d'Œuvre.

Par la suite, le suivi du traitement du dépôt du décompte peut être visualisé par la MOE et l'entreprise via l'onglet « Synthèse ».

Par un envoi distinct, le Maître d'Œuvre accompagne la transmission du projet de décompte de l'estimatif détaillé du montant prévisionnel du marché et du calendrier prévisionnel des dépenses mis à jour en tenant compte de l'état d'acompte transmis et de l'avancement constaté des travaux.

Décompte général

Après constatation de l'achèvement des travaux dans les conditions prévues à l'article 5.2.7. du présent document, l'entreprise remplit le projet de décompte final correspondant aux prestations fournies, en précisant leurs prix évalués en prix de base et hors TVA.

Ce projet de décompte final est déposé par l'entreprise sur la plateforme Chorus-pro. Le Maître d'œuvre vérifie ce projet de décompte final et, après rectification le cas échéant, le valide via chorus-pro dans les mêmes conditions que la vérification des projets de décompte mensuel.

Cette étape permet à Chorus Pro d'envoyer automatiquement le projet de décompte au MOA.

Le MOE envoie en parallèle à cette étape de validation au MOA, les éléments suivants :

- le projet de décompte finalisé sous format xls ou csv (le format ne doit pas être modifié par le titulaire ou le MOE sous peine de ne pouvoir être intégré dans le système GEMME) ;
- des pièces relatives à la constatation des prestations exécutées et des autres justificatifs des éléments du décompte ;
- du relevé récapitulatif des pénalités (et primes) appliquées pendant la durée du marché ;
- des justificatifs des corrections apportées par le Maître d'Œuvre.

Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles [L. 2192-12 à L. 2192-14](#) et [R. 2192-31 à R. 2192-34](#) et [R. 2192-36](#) du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, prévu par l'[article R. 2192-36](#) du CCP est fixé à 40 euros.

4-2.6.2. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec des **prestataires groupés**, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

En complément aux dispositions de l'[article 12.2.](#) du CCAG – MOE, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre, le titulaire du marché dispose d'un délai de 7 jours calendaires pour la traiter ;
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant ;
- dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée au Maître d'Ouvrage ;
- le Maître d'Ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'[article 4-2.6.1.](#) ci-dessus, compté à partir de la réception par le Maître d'Ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le Maître d'Ouvrage de l'avis de dépôt ;
- dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au Maître d'Ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent

marché, empiète sur le montant sous-traité.

4-3. Variation dans les prix

Les prix sont révisables en application de l'[article 10.1.1.](#) du CCAG – MOE.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du cout des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

4-3.1. Généralités

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du cout des prestations et suivant les modalités fixées aux articles [4-3.3.](#) et [4-3.4.](#) du présent CCPa.

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation de prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, autres que de dédit ou d'attente.

4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économique du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

4-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index *Ingénierie* publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

4-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_n}{I_0}$$

La valeur I_0 correspond à la valeur de l'index de référence I prise au moins d'établissement des prix m_0 ; et I_n la valeur de l'index de référence I prise au mois au cours duquel chacun des règlements prévus à l'[article 4-2.5.2.](#) du présent CCPa est dû au MOE.

Lorsque les prix sont révisables, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application des [articles R. 2191-27 à R. 2191-29](#) du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le Maître d'Ouvrage du fait du retard pris par le MOE dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un État de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le Maître d'Ouvrage et mentionner les dispositions de l'[article 283](#) du code général des impôts justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'[article 289 A](#) du code général des impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le Maître d'Ouvrage. Le Maître d'Ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

ARTICLE 5. DELAIS ET PENALITES – PRIMES – RETENUES

5-1. Délais d'exécution

Les stipulations concernant les délais d'exécution et leurs points de départ figurent dans l'acte d'engagement.

5-2. Définitions et points de départ

5-2.1. *Élément de mission MC0*

Élément de mission	Contenu	Point de départ du délai
MC0	Prise de connaissance, appropriation et analyse critique des études précédentes, et notamment du PRO.	Date de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de la décision de l'acheteur de démarrer l'élément de mission.

5-2.2. *Éléments de mission ACT*

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
DCE	Reprendre et préparer le(s) dossier(s) de consultation des entreprises (DCE).	Date de la notification de l'ordre de service du MOA de commencer l'élément de mission.
Analyse des candidatures et des offres	Fournir le rapport d'analyse des candidatures et des offres.	Date de la remise au MOE des plis contenant les candidatures.
Mise au point des marchés	Procéder à la mise au point du marché.	Date de la notification de l'ordre de service du MOA de la décision d'attribution de chaque marché.

5-2.3. *Élément de mission EXE*

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
EXE	Production des documents dus au titre de l'élément de mission EXE.	Date fixée par le calendrier détaillé d'exécution des travaux.

5-2.4. *Élément de mission VISA*

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
VISA	Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises.	Date de réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur.

5-2.5. *Éléments de mission DET*

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Comptes rendus de réunion	Établir et diffuser les comptes rendus de réunion.	Date de la réunion.
Constats	Procéder aux constatations.	Date de la demande de l'entrepreneur.
Notification des décisions	Notifier les décisions du MOA.	Date de réception de la décision du MOA
Mémoires de réclamation	Instruire les mémoires de réclamation.	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur.
État d'avancement	Établir l'état d'avancement.	Cf 4.2 ci-avant.
Demande d'acceptation de sous-traitant	Avis et transmission de la demande au Maître d'Ouvrage.	Date de réception de la demande de l'entrepreneur.
Projets de décomptes mensuels et montant des acomptes mensuels	Vérifier les projets de décomptes des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et montant des acomptes.	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.
Projets de décomptes finaux, décomptes généraux et soldes	Vérifier les projets de décomptes finaux des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et soldes.	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.
Points d'arrêts	Lever les points d'arrêts définis par les différents marchés de travaux.	Date de demande de levée des points d'arrêts par l'entrepreneur.
Autres tâches prévues au CCAG – Travaux	Suivant CCAG – Travaux.	Suivant CCAG – Travaux.

5-2.6. *Éléments de mission OPC*

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Analyse du calendrier prévisionnel	Analyser le calendrier prévisionnel d'exécution établi par le MOE.	Date de la notification du calendrier prévisionnel par l'acheteur.
Calendrier détaillé	Établir le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de l'accusé de réception par le MOE de la notification de la décision du MOA de commencer la tâche.
Mise à jour du calendrier détaillé	Mettre à jour le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de réception de la demande du MOA.

5-2.7. **Éléments de mission AOR**

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
OPR	Procéder aux opérations préalables à la réception (OPR).	<p>Suivant le mode de dévolution des marchés de travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> – date de réception de l’avis de l’entrepreneur ou date prévisible d’achèvement des travaux indiquée dans l’avis ; <p><u>ou</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – date de réception, par le MOE, de l’avis de l’entrepreneur titulaire du lot désigné au cahier des clauses particulières (CCPa) des marchés de travaux ou date prévisible d’achèvement des travaux indiquée dans l’avis.
Proposition de réception	Proposer la réception au MOA et notifier la proposition de réception à l’entrepreneur.	Date du procès-verbal des OPR.
DOE	Remettre le dossier des ouvrages exécutés (DOE) au maître de l’ouvrage (certains documents (pièces nécessaires à l’ouverture au public, au fonctionnement et à la maintenance de l’ouvrage, etc.) doivent être remis au plus tard lors des opérations préalables à la réception).	Après réception par le MOE de tous les documents dus par les entrepreneurs.
Examen des désordres	Procéder à l’examen des désordres signalés pendant la garantie de parfait achèvement (GPA).	Date de saisie par le MOA.
PV de levée des réserves	Établir le procès-verbal de levée des réserves.	Date de réception de l’avis de l’entrepreneur ayant levé les réserves.

5-2.8. *Autres missions complémentaires*

	Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
MC1	Suivi du dossier d'exploitation sous chantier	Mis au point du dossier d'exploitation sous chantier avec les entreprises et mis à jour si besoin lors des travaux.	Date de la notification de la décision de l'acheteur de commencer l'élément de mission.
MC2	Dossier de sécurité définitif du tunnel de La Courneuve	Élaboration du dossier de sécurité (DS).	Date de la notification de la décision de l'acheteur de commencer l'élément de mission.
MC3	Réalisation d'un essai incendie dans les tunnels	Rédiger le DCE pour la réalisation des essais incendie, assurer le suivi des essais et en établir les rapports finaux.	Date de la notification de la décision de l'acheteur de commencer l'élément de mission.
MC4	Études de faisabilité de bornes de recharge pour véhicules électriques	Réaliser les études de faisabilité.	Date de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de la décision de l'acheteur de démarrer l'élément de mission.
MC4 bis	Réalisation de bornes de recharge pour véhicules électriques	Commander et suivre les études d'exécution. Suivre et réceptionner les travaux.	Date de la notification de la décision de l'acheteur de commencer l'élément de mission.
MC5	Étude de faisabilité du comblement des vides derrière les GBA	Réaliser les études de faisabilité.	Date de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de la décision de l'acheteur de démarrer l'élément de mission.
MC5 bis	Réalisation du comblement des vides derrière les GBA	Commander et suivre les études d'exécution. Suivre et réceptionner les travaux.	Date de la notification de la décision de l'acheteur de commencer l'élément de mission.
MC6	Étude de faisabilité de la minéralisation des cheminements des accès de secours	Réaliser les études de faisabilité.	Date de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de la décision de l'acheteur de démarrer l'élément de mission.
MC6 bis	Réalisation de la minéralisation des cheminements des accès de secours	Commander et suivre les études d'exécution. Suivre et réceptionner les travaux.	Date de la notification de la décision de l'acheteur de commencer l'élément de mission.

	Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
MC7	Étude de faisabilité du repositionnement de caméras	Réaliser les études de faisabilité.	Date de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de la décision de l'acheteur de démarrer l'élément de mission.
MC7 bis	Réalisation du repositionnement de caméras	Commander et suivre les études d'exécution. Suivre et réceptionner les travaux.	Date de la notification de la décision de l'acheteur de commencer l'élément de mission.

5-3. Pénalités

5-3.1. *Délais et pénalités de retard appliqués aux éléments de mission*

Les pénalités de retard sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'[article 16.2.4.](#) du CCAG – MOE.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, sur simple constat du retard, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré ; le calcul du délai de retard comprend les samedis, dimanches et jours fériés.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

Par dérogation à l'[article 16.2.1.](#) du CCAG – MOE, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité quel qu'en soit le montant ; l'ensemble des pénalités du marché ne sont pas taxables, et sont cumulables entre elles.

Concernant le plafond des pénalités pour retard d'exécution les stipulations du CCAG – MOE sont applicables.

Par dérogation à l'[article 16.2.3.](#) du CCAG – MOE, en cas de retard dans l'exécution des délais définis à l'[article 5-1.](#) du présent CCPa, le MOE subit des pénalités journalières fixées dans les tableaux ci-après. Toutefois ces délais pourront, éventuellement, être modifiés par voie d'avenant en fonction de la nature de chaque DCE. Pour chaque tâche, les délais sont déclenchés par tous les moyens de communication.

5-3.1.1. Délai et pénalités de la mission complémentaire MC0

La pénalité assortie au délai de la mission complémentaire MC0 est précisée ci-après :

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité
MC0	Prise de connaissance, appropriation et analyse critique des études précédentes, et notamment du PRO.	1 mois	150 €/jour

5-3.1.2. Délais et pénalités des missions principales

Les pénalités assorties aux délais de chaque mission principale sont précisées ci-après :

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité Journalière
ACT partielle	Rédaction du DCE.	1 mois	500 €
	Fournir le rapport d'analyse des candidatures et des offres.	28 jours	500 €
	Procéder à la mise au point du marché.	20 jours	500 €
VISA	Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises.	15 jours	50 €
EXE	Production des documents dus au titre de l'élément de mission EXE.	10 jours	150 €
	Reprise des documents dus au titre de l'élément de mission EXE suite à l'avis du Maître d'Ouvrage.	15 jours	500 €
DET	Établir et diffuser les comptes rendus de réunion.	5 jours	150 €
	Procéder aux constatations.	5 jours	150 €
	Notifier les décisions du MOA.	2 jours	150 €
	Instruire les mémoires de réclamation.	20 jours	150 €
	Établir l'état d'avancement.	Au plus tard le 10 de chaque mois ¹	150 €
	Vérifier les projets de décomptes des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et montant des acomptes.	10 jours	150 €
	Vérifier les projets de décomptes finaux des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et soldes.	15 jours après la réception du projet de décompte final	150 €
OPC	Établir le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	15 jours	150 €
	Mettre à jour le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	10 jours	150 €
AOR	Procéder aux opérations préalables à la réception (OPR).	90 jours	150 €
	Proposer la réception au MOA et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	10 jours	150 €

¹Si ce jour correspond à un samedi ou dimanche, le délai court à compter du vendredi précédent.

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité Journalière
	Remettre le dossier des ouvrages exécutés (DOE) au maître de l'ouvrage (certains documents (pièces nécessaires à l'ouverture au public, au fonctionnement et à la maintenance de l'ouvrage, etc.) doivent être remis au plus tard lors des opérations préalables à la réception).	30 jours	150 €
	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la garantie de parfait achèvement (GPA).	20 jours	150 €
	Établir le procès-verbal de levée des réserves.	20 jours	150 €

5-3.1.3. Délais et pénalités des autres missions complémentaires

Les pénalités assorties aux délais de chaque mission complémentaire, hors MC0, sont précisées ci-après :

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité Journalière
MC1	Suivi du dossier d'exploitation sous chantier relatif aux issues de secours pendant les travaux.	Délai fonction de l'avancement des travaux	300 €
MC2	Élaboration du dossier de sécurité définitif avant mise en service.	10 mois	500 €
	Pénalité en cas de non-validation du dossier par l'expert sécurité, nécessitant une reprise complète	1 mois	500 €
MC3	Réalisation des prestations dues au titre de la mission MC3.	4 mois	500 €
MC4	Étude de faisabilité.	2 mois	100 €
MC4 bis	Études d'exécution et travaux.	Délai fonction de l'avancement de l'entreprise travaux	300 €
MC5	Étude de faisabilité.	2 mois	100 €
MC5 bis	Études d'exécution et travaux.	Délai fonction de l'avancement de l'entreprise travaux	300 €
MC6	Étude de faisabilité.	2 mois	100 €
MC6 bis	Études d'exécution et travaux.	Délai fonction de l'avancement de l'entreprise travaux	300 €
MC7	Étude de faisabilité.	2 mois	100 €

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité Journalière
MC7 bis	Études d'exécution et travaux.	Délai fonction de l'avancement de l'entreprise travaux	300 €

5-3.2. **Pénalités liées au non-respect des clauses sociales**

Sans objet.

5-3.3. **Pénalités liées au non-respect de la clause environnementale**

Le candidat doit maintenir une note égale ou supérieure à celle attribuée initialement lors de l'évaluation de son offre sur la flotte de véhicules. Si, lors d'une réévaluation annuelle, la note environnementale est inférieure à celle de l'année précédente, une pénalité sera appliquée. Cette pénalité sera de 5 000 € pour chaque véhicule acquis lors de l'année écoulée, dont la note « Crit'air » sera inférieure à la note moyenne de la flotte lors de l'année précédente (ou de la remise de l'offre pour la première année).

5-3.4. **Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité**

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'[article 1-10.1.](#) du CCPa, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 5 000 €.

5-3.5. **Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD**

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'[article 1-10.3.](#) du CCPa, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2 000 €.

5-3.6. **Pénalité pour absentéisme de nuit**

En cas d'absence du MOE sur une nuit de travail pour laquelle sa présence est requise, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2 000 €.

5-3.7. **Pénalité pour défaut d'OS ou de document EXE**

En cas de non production par le MOE d'un ordre de service (OS) nécessaire selon le CCAG – MOE, ou d'un document d'EXE de la DAJ, le MOE encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

5-3.8. **Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs**

Au cours de chaque intervention sur chantier, le Maître d'Œuvre est tenu de respecter :

- les consignes d'intervention en vigueur à la DiRIF et rappelées en annexe ;
- le port des équipements de protection individuelle (EPI), tels que vêtements rétroréfléchissants, casque, chaussure... ainsi que ceux pouvant être imposés par le coordonnateur SPS ;
- les consignes d'entrée et sortie à la zone d'installations de chantier transmises par l'exploitant ou le Maître d'Ouvrage.
- Tout défaut constaté à l'une de ces obligations expose le Maître d'Œuvre à l'application d'une pénalité de 500 € par infraction constatée.

5-3.9. **Pénalités relatives au traitement des projets de décompte**

Le défaut de mention de la date de réception ou de remise de la demande de paiement des entrepreneurs entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 1 000 € par demande présentée.

Lorsque le titulaire présente un projet de décompte avec du retard, deux cas sont distingués :

Cas où le retard du Maitre d'Œuvre n'a pas conduit à des intérêts moratoires pour le Maitre d'Ouvrage

Il est appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000 € par projet de décompte mensuel ou final non validé sous Chorus Pro, ou non remis au Maitre d'Ouvrage dans le délai de 7 jours calendaires suivant le dépôt par l'entreprise sous Chorus Pro ou la transmission du projet de décompte par l'entreprise au Maitre d'Œuvre.

Cas où le retard du Maitre d'Œuvre a conduit à des intérêts moratoires pour le Maitre d'Ouvrage

Il est appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000 € par projet de décompte mensuel ou final non validé sous Chorus Pro ou non remis au Maitre d'Ouvrage dans le délai de 7 jours calendaires suivant le dépôt par l'entreprise sous Chorus Pro ou la transmission du projet de décompte par l'entreprise au Maitre d'Œuvre.

Complétée par l'application d'une pénalité P égale à au montant des intérêts moratoires générés par la période de retard du maitre d'œuvre dans la validation du projet de décompte mensuel, soit :

$$P = \frac{(Nb_{jours} - 7) \times Montant_{travaux} \times Taux_{BCE}}{365}$$

Avec :

- Nb_{jours} le nombre de jours calendaires pris pour la validation du projet de décompte par le Maitre d'Œuvre ;
- $Montant_{travaux}$ le montant HT de la situation de travaux ;
- $Taux_{BCE}$ le taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

5-3.10. **Autres pénalités**

Le titulaire convoqué à une réunion organisée par le Maitre d'Ouvrage est tenu d'y participer sauf en cas de force majeure dument reconnue par le Maitre d'Ouvrage ou ses représentants. Toute absence sera sanctionnée par une pénalité de 200 €.

L'oubli de la mise à jour de l'atterrissage financier du marché ou du planning travaux mentionnés au paragraphe 2-4.1. de l'annexe 1 de ce CCPa entraîne une pénalité de 200 € par oubli.

Une pénalité de 500 € par document sera appliquée au Maitre d'Œuvre en cas de non-respect de son obligation de vérification du dossier des ouvrages exécutés (DOE) avant sa remise au Maitre d'Ouvrage.

Le Maitre d'Œuvre est garant de la conformité du DOE transmis par le titulaire du marché de travaux et devra impérativement s'assurer que les documents remis respectent les exigences suivantes. Une pénalité sera appliquée pour chaque document non conforme, notamment si :

- des études d'exécution sont intégrées au DOE alors qu'elles ne doivent pas y figurer ;
- des documents provisoires sont inclus au lieu de versions définitives validées ;

- des documents types inadaptés à l'ouvrage sont utilisés, sans lien avec les travaux réellement exécutés.

Le Maître d'Œuvre devra vérifier rigoureusement l'ensemble des pièces constituant le DOE avant sa transmission au Maître d'Ouvrage.

En cas de refus du dossier de sécurité par l'expert, le titulaire dispose d'un délai maximal de 1 mois à compter de la notification pour soumettre une version révisée conforme aux exigences requises. Passé ce délai, une pénalité de 500 € par jour de retard sera appliquée jusqu'à validation du dossier. Il appartient donc au titulaire de s'assurer en amont de la qualité et de la conformité de son dossier afin d'éviter tout impact sur le calendrier du projet.

ARTICLE 6. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

Dans le cadre de sa présente mission, le titulaire est chargé de faire appliquer les stipulations du marché de travaux liant l'/les entreprise(s) et le Maître d'Ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

6-1. Cout prévisionnel des travaux

Le cout des travaux est estimé à 14,6 millions d'euros TTC, au mois de septembre 2024.

6-2. Enveloppe financière prévisionnelle C0

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage est mentionnée à l'article 2-1 de l'acte d'engagement et correspond au cout de base des travaux, avec les options techniques précisées au programme ; notamment la possibilité de réaliser certains travaux de jour comme les interventions à l'extérieur des tunnels tels que dans les locaux techniques et les édifices, mais aussi notamment la réalisation de la majorité des travaux de nuit sous fermetures de des tunnels à la circulation publique. Ce cout prévisionnel comprend :

- les surcouts des travaux dus au phasage des travaux qui sera choisi pour l'exécution des travaux (travaux de nuit ou postés, délais, phase provisoire...)
- les mesures d'exploitation correspondant aux actions au droit des travaux de protection des personnes et des biens qui permettent l'exploitation de l'ouvrage sous chantier (pose de balisage, protection du personnel, restriction de voies...)

6-3. Travaux modificatifs ou supplémentaires

6-3.1. Définition

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois m_0 « Travaux ».

Ces modifications sont classées par le Maître d'Ouvrage sur proposition du MOE dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le cout du projet demandées par le Maître d'Ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le cout total définitif des travaux.

Le MOE estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le MOE en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du MOE.

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le cout total définitif des travaux.

6–3.2. *Modalités d'acceptation*

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le MOE, sont soumises à décision du MOA.

Les décisions du MOA relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du MOE, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le MOA.

6–4. Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions du présent CCPa, la direction de l'exécution des marchés de travaux incombe au MOE qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. À ce titre il est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Le Maître d'Œuvre tient compte dans l'exercice de sa mission de celles dévolues à chacun de ces intervenants et les tient informés des actes relevant de sa responsabilité qui peuvent les concerner.

Il prend en compte leur avis pour les questions relevant de leurs missions et fait part, le cas échéant, au Maître d'Ouvrage des désaccords qui pourraient survenir entre ces intervenants et lui.

Le Maître d'Ouvrage lui fait connaître son arbitrage

En aucun cas le Maître d'Œuvre ne pourra invoquer les avis des autres intervenants pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

6–5. Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission DET (« Direction de l'exécution des contrats de travaux »), le MOE est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Toutefois les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le MOE qu'après décision du MOA.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le MOE à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'[article 3.1](#) du CCAG – Travaux. Le MOE transmet une copie de l'ordre de service au Maître d'Ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile.

6–6. Moyens donnés au coordonnateur SPS – Obligations du MOE

6–6.1. *Autorité du coordonnateur SPS*

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le titulaire sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre-journal de la

coordination (RJC). Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

6-6.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS

6-6.2.1. Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès aux bureaux de chantier, au matériel mis à disposition du titulaire pour ses différentes réunions, à l'ensemble des zones de chantier.

6-6.2.2. Obligation du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux études d'exécution ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le titulaire s'engage à :

- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et informations nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître de l'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au titulaire et qui sera annexé au présent marché.

Le titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.

Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le titulaire doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS, lorsque ceux-ci ont été validés par le Maître d'Ouvrage ;

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Au commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue mais n'est pas comprise dans le délai d'exécution :

- le titulaire ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé de l'intégration des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS).

Au commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue est comprise dans le délai d'exécution, le titulaire, après avoir :

- visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionnent le démarrage des travaux ;
- été informé de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;

avise par écrit le maître de l'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie aux titulaires des marchés copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.

Le titulaire est membre du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail et participe à toutes ses réunions.

Pour l'analyse des offres des entreprises, le titulaire consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres si le Maître d'Ouvrage le lui demande.

ARTICLE 7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

7-1. Retenue de garantie

Sans objet.

7-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'[article 11.1](#) du CCAG – MOE.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des [articles L. 2191-2 et L. 2191-3](#) et [R. 2191-3 à R. 2191-12](#) du CCP, à 20 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 20 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'[article 4-2.6](#) ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

En application des [articles R. 2191-11 à R. 2192-12](#) du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise (PME), le taux de l'avance est porté à 30 %. Le remboursement de l'avance intervient alors dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés solidaires**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles des articles [L. 2191-2 et L. 2191-3](#) et [R. 2191-3 à R. 2191-14](#) du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le MOA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 8. PROPRIETE INTELLECTUELLE

8-1. Définitions

Il est fait application de l'[article 22](#) du CCAG – MOE.

8-2. Régime des connaissances antérieures

Il est fait application de l'[article 23](#) du CCAG – MOE.

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché.

Le MOA met à disposition du titulaire les connaissances antérieures nécessaires à l'exécution du marché. Ces connaissances antérieures sont résumées dans les sections suivantes.

8-2.1. *Études de diagnostic (DIA)*

Les études de diagnostic sont résumées dans les fichiers suivants :

- version initiale (dossier « V1 ») :
 - « 41152_T_002_01_Annexe 2 - Diagnostic Détaillé »,
 - « 41152_T_002_01_DIAG_Notedesynthese »,
 - « 41152_T_003_01_DIAG_PresentationDIA » ;
- compléments (dossier « V2 ») :
 - « 41152_T_002_02_Annexe 2 - Diagnostic Détaillé »,
 - « 41152_T_002_02_Annexe 3 - Comparatif prescription IT 2000 »,
 - « 41152_T_002_02_Annexe 4 - Synoptique équipements tunnel »,
 - « 41152_T_002_02_Annexe 5 - Plan d'implantation des chemins de câbles DAI »,
 - « 41152_T_002_02_Annexe 6 - Plan d'implantation LT Genève »,
 - « 41152_T_002_02_Annexe 7 - Schéma électrique HT-BT »,
 - « 41152_T_002_02_Annexe 8 - Plan de synthèse PST »,
 - « 41152_T_002_02_DIAG_Notedesynthese » ;
- avis (dossier « Avis ») :
 - « Tunnel de la Courneuve_Avis DIAG »,
 - « Tunnel de la Courneuve_Avis DIAG_REPONSE MOE 20170921 ».

8-2.2. *Études d'avant-projet (AVP)*

Les études d'avant-projet sont résumées dans les fichiers suivants :

- version initiale (dossier « V1 ») :
 - « 41152_T_005_01_Annexe 3 - Note de calcul Tunnel »,
 - « 41152_T_005_01_Annexe 4 - Note de calcul Pasteur »,
 - « 41152_T_005_01_Annexe 5 - Note de calcul Genève »,
 - « 41152_T_005_01_Annexe 6 - Solutions Protection au feu »,

- « 41152_T_005_01_Annexe 9 - Lettre obsolescence fournisseur »,
- « 41152_T_005_02_AVP_Annexe 7 - Insertion urbaine »,
- « 41152_T_005_03_Annexe 1 - Notice estimation »,
- « 41152_T_005_03_Annexe 10 - Évaluation de la protection au feu sous c »,
- « 41152_T_005_03_Annexe 11 - Justification_Exigences_Résistance au feu »,
- « 41152_T_005_03_Annexe 2 - Notice planning »,
- « 41152_T_005_03_Annexe 8 - Notice de Maintenance et exploitation des équipements »,
- « 41152_T_005_AVP_Memoire »,
- « 41152_T_005_05_Annexe 1 - Notice estimation_Détails de l'estimation »,
- « 41152_T_010_01_ReponsesobservationsAVP - Annexe 1 - Solutions protection au feu »,
- « 41152_T_010_01_ReponsesobservationsAVP » ;
- compléments (dossier « V2 ») :
 - « 41152_T_005_01_Annexe 3 - Note de calcul Tunnel »,
 - « 41152_T_005_01_Annexe 4 - Note de calcul Pasteur »,
 - « 41152_T_005_01_Annexe 5 - Note de calcul Genève ».
- avis (dossier « Avis ») :
 - « AVP LCE - Synthèse » ;
 - « AVP LCE - Avis DIRIF ».

8–2.3. Études de projet (PRO)

Les études de projet sont résumées dans les fichiers suivants :

- version finale (dossier « PRO ») :
 - « 41152_T_012_01_PRO_Sommaire »,
 - « 41152_T_013_01_PRO_Liste_Adaptations_AVP »,
 - « 41152_T_014_01_PRO_Memoire_Presentation »,
 - « 41152_T_015_02_PRO_Memoire_AlimentationElectrique »,
 - « 41152_T_016_02_PRO_Memoire_Eclairage »,
 - « 41152_T_017_01_PRO_Annexe_EntreesSortiesGTC »,
 - « 41152_T_017_01_PRO_Memoire_GTC_EqtsExploitation »,
 - « 41152_T_018_01_PRO_Memoire_IS_NS »,
 - « 41152_T_019_01_PRO_Memoire_LT »,
 - « 41152_T_020_01_PRO_Memoire_ProtectionFeu »,
 - « 41152_T_021_02_PRO_Annexe 1 - Avant métrés »,
 - « 41152_T_021_02_PRO_Memoire_Estimation »,
 - « 41152_T_024_02_PRO_Memoire_CoutsEntretiensExploitation »,
 - « 41152_T_029_02_PRO_Plan_Eclairage_DFP »,

- « 41152_T_030_02_PRO_Schema_Unifilaire_HTBT »,
 - « 41152_T_032_02_PRO_Plan_Local_Technique_Geneve »,
 - « 41152_T_033_02_PRO_Plan_Niches_Issues_Secours »,
 - « 41152_T_041_02_PRO_Plan_Protection_feu »,
 - « 41152_T_042_02_PRO_Annexe 1 - Avant métrés_Variante planning »,
 - « 41152_T_042_02_PRO_Planning_Variante planning »,
 - « 41152_T_043_01_PRO_Memoire_Phasage_Variante planning » ;
- étude d'éclairage (dossier « Études d'éclairage ») :
- « 67389-R3 A86 tunnel de la Courneuve Extérieur FV32 »,
 - « 67389-R3 A86 tunnel de la Courneuve Intérieur FV32 »,
 - « 67389-R3 A86 tunnel de la Courneuve SECOURS FV32 ».
- avis (dossier « Avis ») :
- « Tunnel de la Courneuve_Avis PRO2_MOA ».

8–2.4. Assistance apportée au maitre de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)

Le dossier de consultation des entreprises produit, ainsi que les avis, sont disponibles dans les dossiers :

- dossier de consultation des entreprises (dossier « DCE Travaux LCE ») ;
- avis (dossier « Avis DCE complet »).

8–2.5. Missions complémentaires

Les différentes missions complémentaires du précédent marché de maîtrise d'œuvre peuvent être retrouvées dans le dossier « 09. LCE_MOEII_MC »

8–3. Régime des droits de propriété intellectuelle

Il est fait application de l'[article 24](#) du CCAG – MOE.

En complément, et par dérogations aux dispositions de l'[article 24](#) du CCAG – MOE, le maitre de l'ouvrage bénéficie d'un droit de représentation par tout moyen connu ou inconnu à ce jour devant tout public.

Le domaine d'exploitation des droits cédés par le titulaire (droits de représentation et de reproduction) s'exerce pendant la durée de vie de l'ouvrage et sur le territoire français.

Le maitre de l'ouvrage se réserve le droit d'annuler, modifier ou tronquer librement les ouvrages et études résultats du marché dans le cadre de ses missions.

Les ouvrages et études résultats du marché, les systèmes, objets, matériels ou constructions, résultats du marché ou du droit à reproduire, peuvent être aliénés en tout ou partie, lorsqu'ils sont hors d'usage ou cessent d'être adaptés aux besoins.

En reconnaissant expressément que cela ne porte pas atteinte à son droit moral, le titulaire accorde et donne son accord au maitre de l'ouvrage pour effectuer les adaptations et modifications des résultats des études justifiées par :

Cahier des clauses particulières

- des mesures d'hygiène, de santé et de sécurité des travailleurs ;
- des impératifs techniques ;
- des contraintes économiques.

Le prix de cette concession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

ARTICLE 9. CONSTATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

9-1.

9-2. Opération de vérification

9-2.1. Remise des documents

Les documents présentés par le MOE sont remis au MOA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt.

En complément, un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

9-2.2. Vérifications et décisions du Maitre d'Ouvrage

Par dérogation aux [articles 21.1. à 21.3.](#) du CCAG – MOE, le Maitre d'Ouvrage procède aux vérifications et à la notification de la décision d'admission en l'état, ou avec observations, ou d'ajournement, ou de réfaction, ou de rejet, dans les délais suivants :

Élément de mission	Document	Délai
ACT-1	Reprise du dossier de consultation des entreprises.	1 mois
ACT-3	Ouverture des plis, analyse des candidatures, offres et choix de l'entreprise	1 mois
OPC	Calendrier détaillé d'exécution des travaux (en cas de modification du délai global).	15 jours
AOR	Dossiers des ouvrages exécutés (DOE).	1 mois
MC1	Suivi du dossier d'exploitation sous chantier pendant les travaux.	1 mois
MC2	Dossier de sécurité définitif du tunnel de La Courneuve.	3 mois
MC0	Appropriation des études antérieures.	3 semaines
MC4	Études de faisabilité de borne(s) de recharge pour véhicules électriques	1 mois
MC5	Étude de faisabilité du comblement des vides derrière les GBA	1 mois
MC6	Étude de faisabilité de la minéralisation des cheminements des accès de secours	1 mois
MC7	Étude de faisabilité du repositionnement de caméras	1 mois

Les points de départ de ces délais s'appliquent selon les stipulations de l'[article 20.3.](#) du CCAG – MOE.

9-3. Admission des documents présentés par le MOE

9-3.1. Admission en l'état ou avec observations

Les stipulations de l'[article 21.1.](#) du CCAG – MOE s'appliquent.

9-3.2. **Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le MOE dans un délai fixé par le MOA par dérogation à l'[article 21.2.1.](#) du CCAG – MOE.

Suite à une décision d'ajournement, le MOA dispose, pour admettre les prestations mises au point, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

9-3.3. **Réfaction**

En application de l'[article 21.3.](#) du CCAG – MOE la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le Maitre d'Ouvrage estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose de 30 jours pour présenter ses observations ou adresser un mémoire en réclamation au sens de l'[article 21](#) du CCAG – MOE ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du Maitre d'Ouvrage. Si le titulaire formule des observations, le Maitre d'Ouvrage dispose ensuite de 30 jours pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, le Maitre d'Ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire. L'admission est réputée sans réfaction.

9-3.4. **Rejet**

Le rejet se fait dans les conditions fixées par l'[article 21.4.](#) du CCAG – MOE qui prévoit une procédure contradictoire préalable à la décision de rejet.

Suite à une décision de rejet du MOA, demandant au titulaire la prise en compte de modifications pour les éléments de missions ACT, OPC et AOR, le titulaire dispose des mêmes délais que ceux indiqués à l'[article 5-3.1.](#) du présent CCPa pour effectuer les modifications et remettre les documents modifiés à partir de la réception de la demande écrite de l'acheteur.

Suite à une décision de rejet, le MOA dispose, pour admettre les prestations modifiées, présentées par le MOE, des mêmes délais que ceux indiqués à l'[article 9.1.2.](#)

ARTICLE 10. FIN DES PRESTATIONS – RESILIATION

10-1. Achèvement de la mission

La mission du MOE s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- l'expiration du/des délai(s) de garantie de parfait achèvement (GPA prévue à l'[article 44.1.](#) du CCAG – Travaux) ;
- la levée de la dernière réserve ;
- l'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ;
- la validation en préfecture du dossier de sécurité (DS) ;

ou lorsque le MOA décide que les obligations contractuelles du MOE sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le MOA, sur demande du MOE.

10-2. Résiliation

Il sera fait, le cas échéant, application des [articles 27 à 31](#) du CCAG – MOE, avec les précisions décrites dans les [articles 10-2.1. à 10-2.3.](#) du présent CCPa.

10-2.1. *Résiliation pour motif d'intérêt général*

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du MOE, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'[article 31](#) du CCAG – MOE est fixé à 5 %.

10-2.2. *Résiliation pour faute du MOE ou cas particulier*

Dans l'hypothèse où le MOE disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le MOA des documents énumérés à l'[article 3.4.2.](#) du CCAG – MOE complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'[article 30](#) du CCAG – MOE.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-6](#) du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le Maître d'Ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-11](#) du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'[article L. 2195-4](#) du CCP, le Maître d'Ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'[article 30.2.](#) du CCAG – MOE.

Dans l'hypothèse où le MOE ne produit pas les pièces prévues aux articles [D. 8222-5](#) ou [D. 8222-7](#) et [D. 8222-8](#) du code du travail conformément aux [articles R. 2143-6 à R. 2143-10](#) du CCP ou aux [articles D. 8254-2 à D. 8254-5](#) du code du travail, le Maître d'Ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'[article 30](#) du CCAG – MOE.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au Maître d'Ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'[article D. 8222-6](#) du code du travail, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des [articles L. 8221-3 à L. 8221-3](#) sur le travail dissimulé.

10-2.3. *Autres cas de résiliation*

Le marché pourra notamment être résilié dans l'un des cas suivants :

- le MOE s'avèrerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités ;
- après appel à la concurrence infructueux, lorsque le MOE ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du cout prévisionnel.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 12. CLAUSES DIVERSES

12-1. Conduite des opérations

12-1.1. Groupement d'opérateurs économiques

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des membres du groupement désignés comme tel dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'[article 3.4.3.](#) du CCAG – MOE sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG – MOE traitant de la résiliation aux torts du titulaire (articles [30.1. à 30.3.](#) et [32.3.](#)) et les autres cas de résiliation s'appliquent dès lors qu'un seul des membres du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

12-1.2. Personnes compétentes

La bonne exécution du marché dépendant essentiellement des personnes compétentes désignées pour assurer la conduite des prestations, les principes de l'[article 3.4.3.](#) du CCAG – MOE sont applicables.

Le titulaire ne peut remplacer ces personnes, qu'à l'occasion d'indisponibilité temporaire ou définitive, qui n'est pas de son fait.

À tout moment, le Maître d'Ouvrage peut récuser une personne de l'équipe de maîtrise d'œuvre préalablement acceptée si celle-ci fait preuve d'une compétence ou d'une adaptation insuffisante, et demander son remplacement. Le titulaire doit alors proposer une autre personne sous un délai maximal de 30 jours. Pendant ce délai, la personne récusée poursuivra l'exécution des prestations.

12-1.3. Documentation

Les productions du titulaire seront essentiellement effectuées aux formats informatiques de suite bureautique libre, de type LibreOffice ou OpenOffice, du logiciel Autocad 2004 (ou compatibles), ou alors de suite Office (Word, Excel...)

La documentation fournie par le titulaire devra respecter le cadre documentaire de la médiathèque de la DiRIF en vigueur au moment de l'intégration et du traitement de la documentation. La documentation devra s'inscrire dans la démarche qualité de la documentation et respecter les spécifications, procédures, standards, descriptions et manuels d'utilisation de la documentation.

Avant toute production de document, le titulaire devra prendre connaissance du mode de fonctionnement de la médiathèque de la DiRIF afin de lui permettre d'optimiser sa prestation documentaire dans le cadre de son marché.

Les concepteurs documentaires et rédacteurs devront se familiariser avec ce contexte et le prendre en compte avant toute production.

Le titulaire aura à charge d'intégrer à la médiathèque de la DiRIF, l'ensemble de la documentation due au titre du marché, par ses propres moyens. Pour cela, le titulaire se déplacera à la médiathèque de la DiRIF et interviendra sur un poste qui sera mis à sa disposition par le Maître d'Ouvrage suivant les procédures et manuels d'utilisation en vigueur.

Tous les documents produits seront remis au Maître d'Ouvrage. Par dérogation à l'[article 20](#) du CCAG – MOE, ces documents lui sont remis directement par le titulaire, sans préavis, en un exemplaire papier plus un fichier informatique modifiable et reproductible avec les outils informatiques mentionnés ci-dessus.

Tous les rapports, avis et documents pourront être librement modifiés par le Maître d'Ouvrage sans

que le titulaire soit fondé à porter réclamation. Le titulaire ne pourra pas se prévaloir d'une augmentation du volume ou de la complexité de ses prestations qui résulteraient de telle modification pour demander une augmentation du prix de ses prestations. Le Maître d'Ouvrage peut librement faire exécuter une partie des prestations par des tiers ; ceci ne diminue pas les prestations dues par le titulaire, ni n'en modifie le prix, à moins d'un avenant conclu conformément à l'[article 14](#) du CCAG – MOE.

12-1.4. *Plateforme collaborative*

Le Maître d'Ouvrage dispose de la plateforme Resana, une plateforme collaborative d'échange et de stockage de documents, pour l'ensemble des opérations relatives à la modernisation des tunnels. Le titulaire utilisera cette plateforme pour le stockage et la mise à disposition des documents de l'opération de modernisation du tunnel de La Courneuve. Il établira un plan de stockage documentaire pour l'ensemble des productions réalisées tout au long de l'opération.

12-2. Obligation de discrétion

Les dispositions suivantes s'appliquent en complément de celles prévues à l'[article 5](#) du CCAG – MOE.

Le titulaire est tenu de maintenir confidentielles les informations qu'il aura reçues de la personne publique, des candidats et de leurs offres ou du titulaire du marché de travaux, avant la notification du présent marché, lors de l'exécution des prestations ou pendant leur liquidation.

Dans les installations et locaux où il est amené à intervenir, le titulaire ne peut faire aucun enregistrement, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit (textuel, graphique, photographique, magnétique, informatique...) qui ne soit strictement utile à l'exécution du présent marché.

Si des contraintes de discrétion ou de secret lui était notifiées en cours de marché, le titulaire ne pourrait prétendre ni à prolongation des délais d'exécution, ni à indemnités, à moins qu'il n'apporte la preuve que les obligations qui lui ont été imposées rendent l'exécution plus difficile ou plus onéreuse.

Les procédures de déclaration de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) peuvent amener les contractants à avoir connaissance de documents de tiers. Ces documents et les informations qu'ils contiennent ne peuvent être utilisées que pour la détermination des implantations et des conditions de réalisation.

12-3. Liens avec les entrepreneurs

L'établissement de liens juridiques, capitalistiques ou contractuels (y compris de groupement temporaire d'entreprises) entre le titulaire, l'un de ses cotraitants, ou sous-traitants, peut être incompatible avec l'exécution du marché.

Le titulaire et ses cotraitants sont tenus de signaler, chacun pour son compte, de tels liens qui seraient établis, avant la notification du marché ou au cours de son exécution.

Selon la nature de ces liens, le marché sera alors résilié aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

13-1. Dérogation du CCPa

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCPa sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

13-1.1. *Dérogations au CCAG – MOE*

CCPa	déroge à...	CCAG – MOE
Article 1-11.3.4.	→	Article 9.1.
Article 2	→	Article 4.1.
Article 5-3.1.	→	Article 16.2.1.
Article 5-3.1.	→	Article 16.2.3.
Article 8-3.	→	Article 24
Article 9-1.2.	→	Articles 21.1. à 21.3.
Article 9-2.2.	→	Article 21.2.1.
Article 12-1.3.	→	Article 20

13-1.2. *Dérogations aux normes françaises homologuées*

Sans objet.

13-1.3. *Dérogations aux autres normes*

Sans objet.

13-2. Dérogation de l'annexe 1 du CCPa

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après de l'annexe 1 du CCPa sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

13-2.1. *Dérogations au CCAG – MOE*

Sans objet.

13-2.2. *Dérogations aux normes françaises homologuées*

Sans objet.

13-2.3. *Dérogations aux autres normes*

Sans objet.